



Direction Générale Adjointe des Solidarités
Direction de l'Enfance et de la Famille
Etablissements et Schéma de l'Enfance

RENDU EXECUTOIRE LE

27 MARS 2023

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

Envoyé en préfecture le 06/03/2023

Reçu en préfecture le 06/03/2023

Publié le

ID : 086-228600011-20230303-23_A_ESE_0010-AR



ARRETE N° 2023-A-DGAS-DEF-ESE-0010
en date du 03 MARS 2023

Portant modification de l'arrêté N° 2023-A-DGAS-DEF-ESE-0008 du 23 Février 2023 concernant la revalorisation du prix de journée de la résidence Cécile et Marie-Anne pour les départements extérieurs à compter du 1^{er} avril 2022

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU la transposition par accords collectifs des mesures « Laforcade » qui étendent le Ségur 1 conformément à l'article 43 de la loi de financement de la sécurité sociale 2022 en faveur, entre autres, des établissements médico-sociaux financés par les Départements ;

VU l'arrêté n° 2022-A-DGAS-DEF-ESE-0005 du 18 février 2022 portant fixation de la dotation pour la Résidence Cécile et Marie-Anne pour l'exercice 2022 ;

Vu l'arrêté n° 2023-A-DGAS-DEF-ESE-0008 du 23 février 2023 portant revalorisation du prix de journée de la résidence Cécile et Marie-Anne pour les départements extérieurs à compter du 1^{er} avril 2022 ;

CONSIDERANT, l'erreur matérielle survenue dans l'article 1.

SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux ;

ARRETE :

L'article 1 de l'arrêté n° 2023-A-DGAS-DEF-ESE-0008 du 23 février 2023 portant revalorisation du prix de journée de la résidence Cécile et Marie-Anne pour les départements extérieurs à compter du 1er avril 2022 est modifié comme suit :

ARTICLE 1 : Au titre des mesures salariales pour les professionnels sus-mentionnés, le prix de journée opposable aux ressortissants des départements extérieurs à la Vienne s'élève à **216,07 € à compter du 1^{er} Avril 2022.**

ARTICLE 2 : Un recours gracieux contre le présent arrêté peut être formulé auprès du Président du Conseil Départemental dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département lavienne86.fr pour les autres personnes.

Un recours contentieux contre le présent arrêté peut être déposé auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX, dans un délai franc d'un mois à compter de la réception de la réponse de l'administration au recours gracieux, ou à l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de réception du recours gracieux par l'administration, en l'absence de réponse de sa part.

En l'absence de recours gracieux, le recours contentieux contre le présent arrêté peut être présenté dans un délai franc d'un mois à compter de sa date de notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département lavienne86.fr pour les autres personnes, auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX.

ARTICLE 3 : Le Directeur Général des Services Départementaux, la Directrice Générale Adjointe des Solidarités et le Directeur de la Maison d'Enfants de SALVERT sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et **publié sur le site internet du Département lavienne86.fr.**

Fait à POITIERS, le 03 MARS 2023



**Le Président du Conseil Départemental,
Alain PICHON.**